

Burundi : Berne veut la libération d'acteurs des droits de l'Homme

@rib News, 12/03/2019 – Source ATS La Suisse demande la libération des défenseurs des droits de l'Homme au Burundi. Elle a déploré mardi à Genève la fermeture récente du bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme dans ce pays.

Devant le Conseil des droits de l'Homme, la Suisse s'est dite "alarmée", comme la Commission d'enquête internationale indépendante de l'ONU, par les "exécution sommaires", les disparitions forcées, la torture ou encore les violences sexuelles. De même que par les arrestations et détentions arbitraires et les "peines excessives" contre les activistes des droits de l'Homme qui doivent être libérés selon elle. Fin février, le bureau du Haut-Commissariat a été fermé. Ce dispositif était présent depuis plus de 20 ans mais les autorités ont demandé en décembre dernier cette fermeture, estimant qu'il n'était plus indispensable. Les inquiétudes et appels récurrents, notamment de la Suisse, au Conseil des droits de l'homme après les violences liées au contexte électoral en 2015 ont tendu les relations entre l'ONU et le Burundi. La Commission d'enquête, mandatée par cette instance, a conclu à plusieurs reprises à de possibles crimes contre l'humanité. La Suisse appelle encore à établir un climat "favorable" avant l'élection présidentielle de 2020. Le chef de l'Etat Pierre Nkurunziza a promis de ne pas se présenter à ce scrutin. Les violences liées au contexte électoral en 2015 au Burundi auraient fait au moins 1200 tués et plus de 400'000 réfugiés, selon la Cour pénale internationale (CPI). Dans un rapport publié en 2018, la Commission d'enquête internationale avait ciblé directement le chef de l'Etat.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});